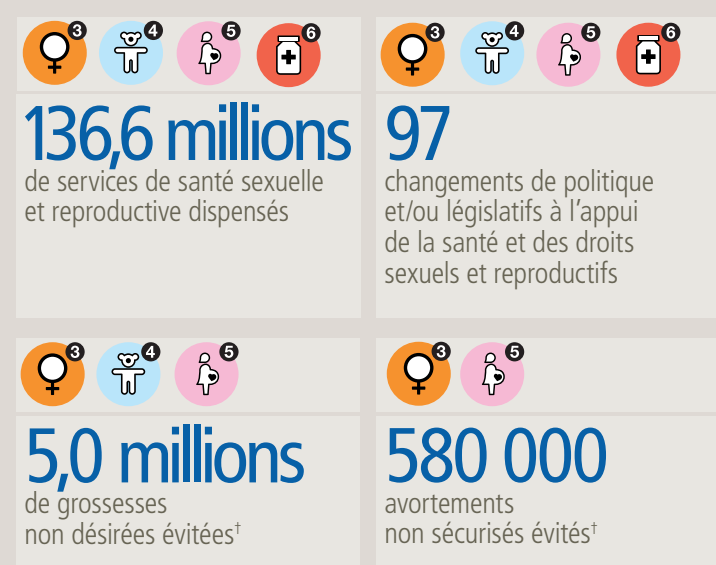


# En un coup d'œil

## Nos principales réalisations en 2013



## Qui sommes-nous

L'IPPF est un prestataire mondial de services et un défenseur de premier ordre dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous. Nous sommes un mouvement à l'échelon mondial d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



**161** associations membres et partenaires collaborateurs

**Des millions** de volontaires **+ de 33 000** employés

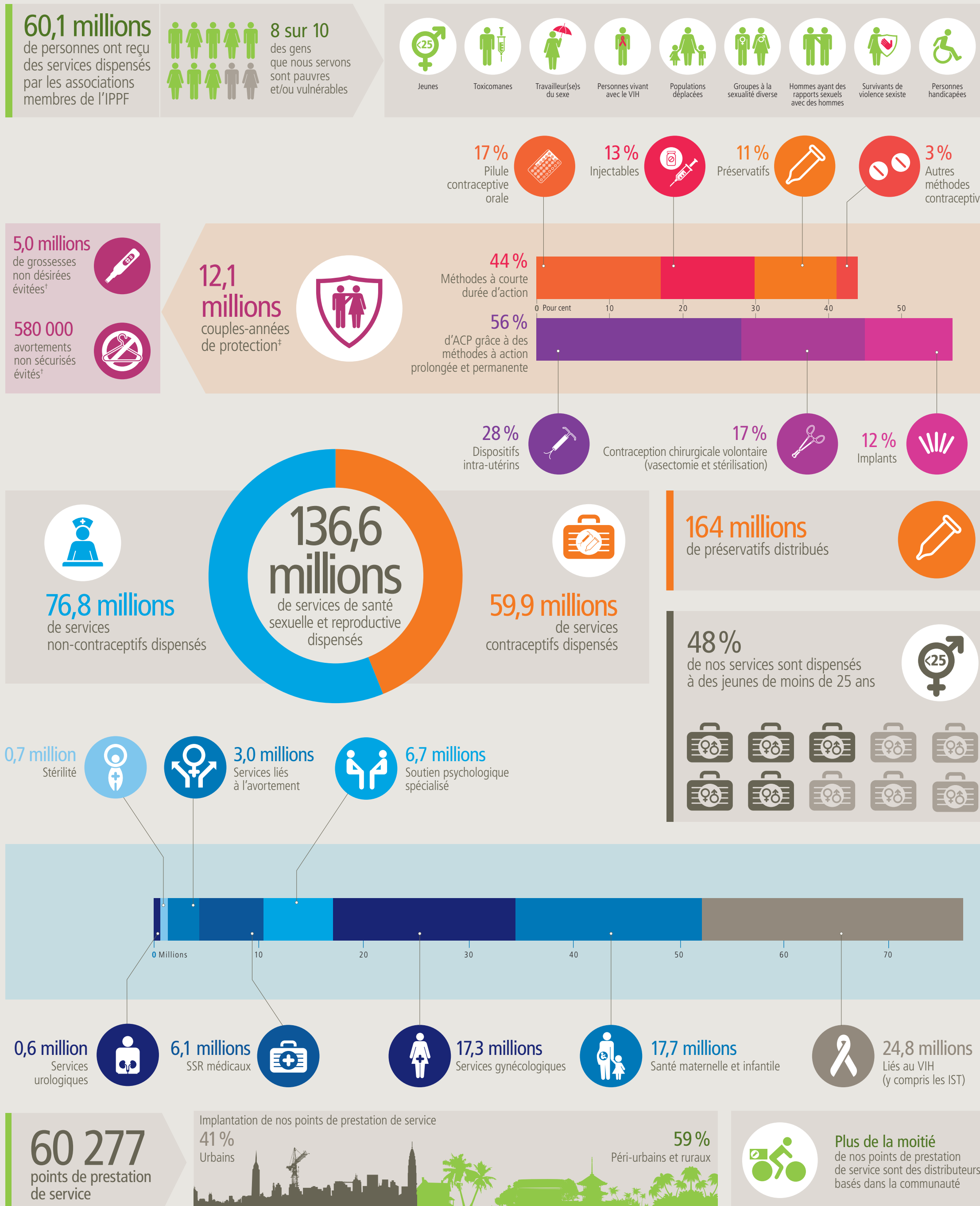
**87 %** des associations membres ont une politique écrite relative au VIH sur le lieu de travail de non-discrimination

**85 %** de notre financement va à des pays présentant des niveaux de développement humain entre faibles à moyens

Notre travail contribue à quatre Objectifs du millénaire pour le développement :



# Résultats de la prestation de service\*

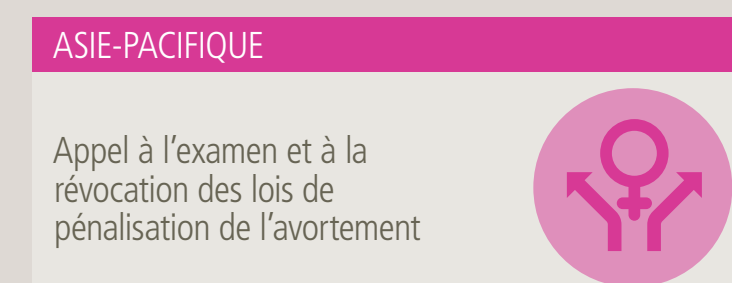
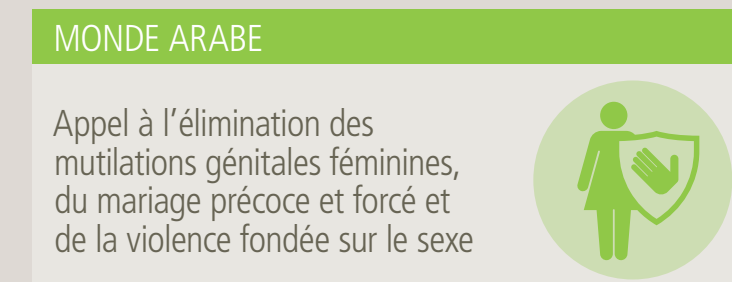


\* Parce qu'ils ont été arrondis, il est possible qu'une fois additionnés, les chiffres qui figurent dans ce document ne correspondent pas aux totaux indiqués, et que les pourcentages ne reflètent pas les chiffres précisément.  
† Le nombre de grossesses non désirées et d'avortements à risque évités est estimé en utilisant le modèle d'Impact 2 de Marie Stopes International.  
‡ Le couple-année de protection mesure le nombre total d'années de protection contraceptive fournie à un couple.

## Réussites régionales d'action de plaidoyer

Dans le cadre de l'Examen par la CIPD au-delà de 2014, l'IPPF a sollicité la société civile à participer aux déclarations régionales intergouvernementales et à influencer dessus dans l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015.

Points forts de chaque déclaration de la conférence sur la population :



Si vous souhaitez apporter votre soutien au travail de l'IPPF ou de l'une de nos associations membres au moyen d'une contribution financière, veuillez visiter notre site web [www.ippf.org](http://www.ippf.org) ou contacter le Bureau Central de l'IPPF à Londres, au Royaume-Uni.

Publié en août 2014 par International Planned Parenthood Federation

4 Newhams Row, Londres SE1 3UZ, Royaume-Uni  
tél +44 (0)20 7939 8200 web [www.ippf.org](http://www.ippf.org)  
fax +44 (0)20 7939 8300 e-mail [info@ippf.org](mailto:info@ippf.org)

Organisation caritative enregistrée au Royaume-Uni No. 229476

# Réussites d’actions de plaidoyer, par pays 2005–13

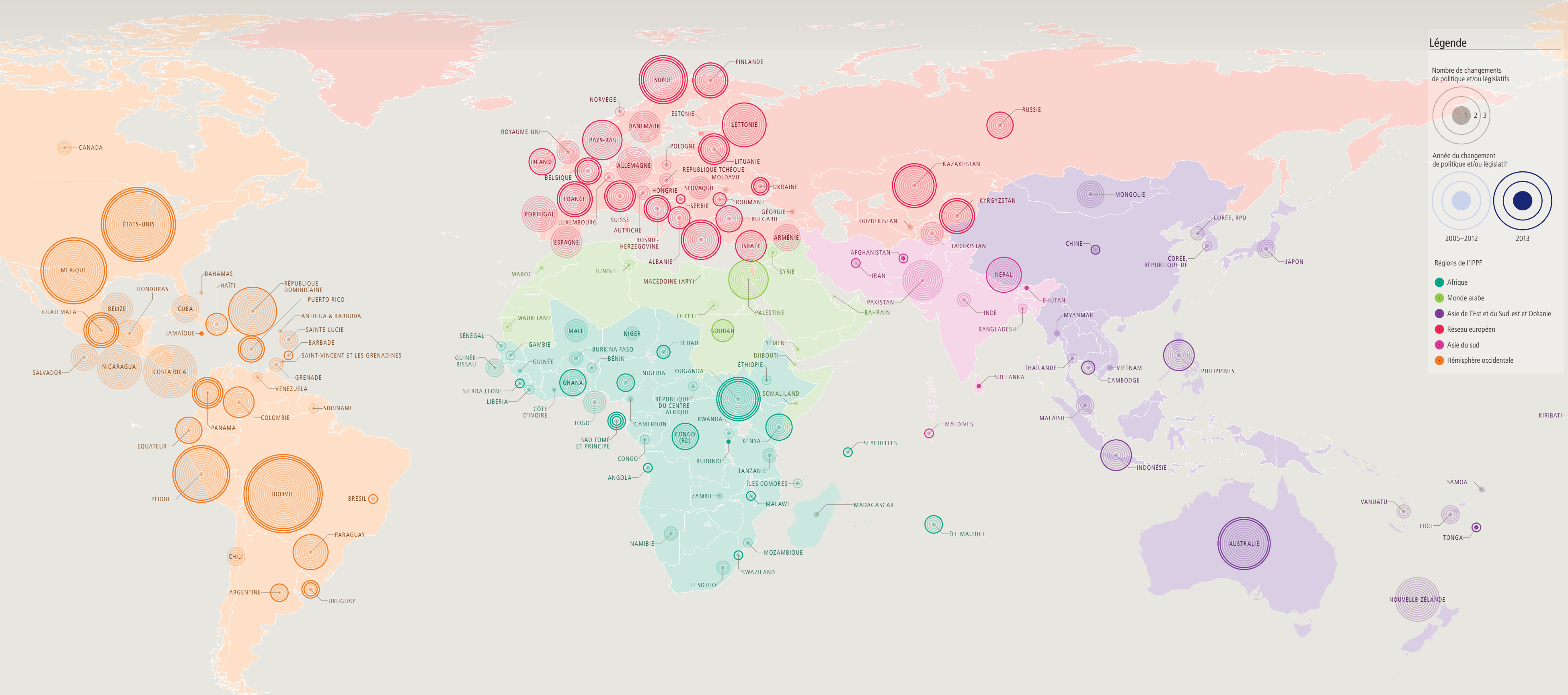
142

associations membres ont contribué à

653

changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

Les actions de plaidoyer de l’IPPF créent un environnement favorable à l’augmentation de l’accès aux services, à la promotion des droits sexuels et de l’égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. Les associations membres changent la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits reproductifs et bloquent tout changement potentiellement néfaste.



Asociación Puertorriqueña Pro-Bienestar de la Familia (PROFAMILIA)

Le gouvernement a promulgué une loi qui interdit la discrimination au travail fondée sur l’orientation sexuelle et l’identité de genre. Des bénévoles et des employés de PROFAMILIA ont œuvré avec des dirigeants politiques et d’autres organisations, ont participé à des audiences publiques, et ont interpellé les médias en vue de recueillir l’appui nécessaire pour donner effet à ce changement.

Association pour la Promotion de la Famille Haïtienne (PROFAMIL)

Suite aux actions de plaidoyer et aux contributions techniques apportées par PROFAMIL, le gouvernement haïtien a révisé le code pénal en vue de décriminaliser l’avortement dans certains cas. L’avortement est dorénavant autorisé en cas de malformation ou d’anomalie du fœtus, alors que jusque-là il n’était autorisé que lorsqu’il s’agissait de sauver la vie de la mère.

Association pour le Bien-Être Familial/ Naissances Désirables (ABEF-ND)

L’ABEF-ND a sollicité l’appui d’autres organismes et réseaux nationaux dont les efforts ont convaincu le gouvernement d’affecter pour la toute première fois des fonds en vue de l’achat de contraceptifs. Jusque-là en République démocratique du Congo, l’achat de contraceptifs dépendait exclusivement de l’appui de bailleurs de fonds.

Alliance of Solidarity for the Family (ASFF)

Le partenaire de collaboration de l’IPPF aux Seychelles a fourni son appui technique à l’élaboration d’une version révisée de la politique du pays pour 2001 en matière de VIH/sida. La version mise à jour appelle à des activités ciblées de prévention et de soutien pour les professionnel(le) s du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les consommateurs de drogues injectables.

Sudan Family Planning Association (SFPA)

La SFPA a travaillé avec des dirigeants de communauté, des décideurs et des parlementaires en vue de discuter de l’importance d’appliquer la loi nationale sur les droits des enfants qui protège les filles des mutilations génitales féminines. En conséquence de quoi, le Ministère des Affaires sociales a promulgué un nouveau décret qui applique la loi dans trois États.

Reproductive Health Alliance of Kyrgyzstan (RHAK)

La RHAK a travaillé avec le gouvernement en vue de concevoir un stage de formation destiné aux gynécologues pour fournir des informations et des services sensibles aux jeunes. Suite à cette action, le ministère de la Santé a promulgué une loi qui oblige l’ensemble des gynécologues qui fournissent des services aux jeunes à suivre cette formation.

Societatea de Educatie Contraceptiva si Sexuala (SECS)

En Roumanie, la SECS a œuvré avec une coalition de 17 organisations en vue de bloquer un projet de loi visant à rendre obligatoire un « service de soutien psychologique de crise en cas de grossesse » et une période d’attente de cinq jours avant toute procédure d’avortement. Les femmes allaient également être obligées de signer un document intitulé « la vie commence à la conception » avant d’avoir le droit de se faire avorter.

Afghan Family Guidance Association (AFGA)

En Afghanistan, les femmes ont accès pour la première fois à des implants, depuis qu’ils figurent sur la Liste Spéciale des Contraceptifs. L’AFGA a travaillé avec l’Office national des médicaments du ministère de la santé publique et elle est l’une des deux seules organisations à être maintenant autorisées à fournir cette méthode.

Respect Educate Nurture Empower Women (RENEW)

Au Bhoutan, RENEW a aidé à rédiger un avant-projet de loi sur la violence domestique et a continué son plaidoyer en faveur d’amendements lors de l’étape de rédaction. L’Association a rencontré régulièrement des parlementaires en vue de solliciter leur appui à promulguer la loi qui criminalise la violence domestique et qui clarifie les motifs juridiques pour en poursuivre les auteurs.

Tonga Family Health Association (TFHA)

Le gouvernement du Tonga a revu sa stratégie nationale de la jeunesse, qui comporte désormais un objectif spécifique sur la santé sexuelle et reproductrice des jeunes. La TFHA a apporté sa contribution technique à la définition des besoins de santé sexuelle et reproductive des jeunes et a recommandé que la stratégie y réponde.

# Réussites d’actions de plaidoyer, par thème 2013

66

associations membres ont contribué à

97

changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

25

Education et services destinés aux jeunes

17

Accès à un avortement sans risque et légal

13

Promotion des droits sexuels et reproductifs

12

Accès à la contraception

11

Prévention de la violence sexuelle et sexospécifique

07

Allocations budgétaires nationales consacrées aux SSR, y compris la contraception

07

Soutien aux personnes vivant avec le VIH

05

SDSR des populations vulnérables